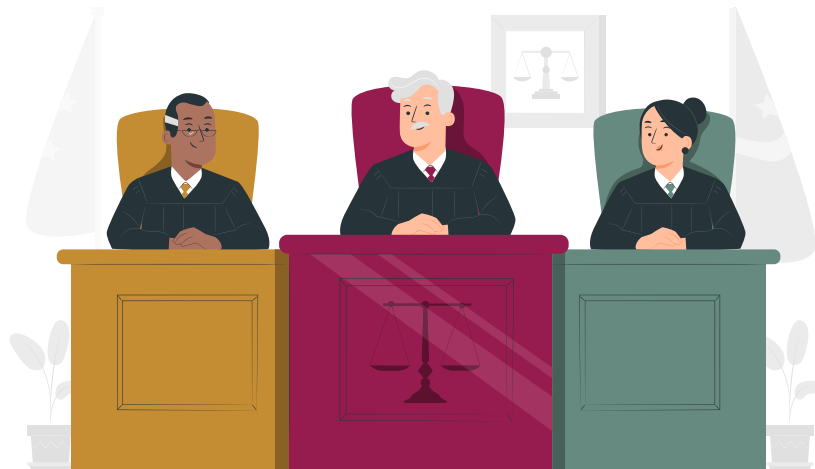




# LA COMMISSION CONSULTATIVE PARITAIRE (CCP) EN FORMATION DISCIPLINAIRE



## RÔLE

La Commission consultative paritaire en formation disciplinaire est une instance dont relève l'agent-e contractuel-le de droit public concerné-e par la procédure disciplinaire.

Il existe une CCP sans distinction de catégorie hiérarchique. Elle est présidé-e par un-e magistrat-e de l'ordre administratif, en activité ou honoraire, désigné-e par le /la Président-e du Tribunal administratif dans le ressort duquel la Commission consultative paritaire en formation disciplinaire a son siège.

Elle se réunit, en principe, au Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale compétent pour le département dans lequel l'agent contractuel concerné exerce ses fonctions.

## FONCTIONNEMENT

La Commission consultative paritaire en formation disciplinaire est convoquée par son/sa Président-e et le secrétariat de la commission est assuré par le Centre de Gestion du Puy-de-Dôme.

Elle est saisie par un rapport de l'autorité territoriale qui indique les faits reprochés à l'agent-e contractuel-le, les circonstances dans lesquelles ils se sont produits et la sanction disciplinaire qui est envisagée.

## COMPOSITION

La Commission consultative paritaire en formation disciplinaire comprend en nombre égal des représentant-e-s du personnel et des représentant-e-s des collectivités territoriales et de leurs établissements publics. Siègent :

✓ en qualité de représentant-e-s du personnel et de représentant-e-s des collectivités et établissements publics, les membres titulaires de la commission consultative paritaire.

✓ Les membres suppléant-e-s ne siègent que lorsque les membres titulaires qu'ils/elles remplacent sont empêché-e-s.

## SANCTIONS DISCIPLINAIRES

### ✓ SANS CONSULTATION DE LA CCP EN FORMATION DISCIPLINAIRE

- l'avertissement ;
- le blâme ;
- l'exclusion temporaire de fonctions pour une durée de 3 jours maximum.

🔔 **ATTENTION** : Si l'agent-e est en CDI, la sanction peut être assortie d'un sursis total ou partiel.

### ✓ AVEC CONSULTATION OBLIGATOIRE DE LA CCP EN FORMATION DISCIPLINAIRE

- l'exclusion temporaire de fonctions pour une durée de 4 jours à 6 mois pour les agent-e-s recruté-e-s en CDD et de 4 jours à 1 an pour les agent-e-s en CDI ;

🔔 **ATTENTION** : Si l'agent-e est en CDI, la sanction peut être assortie d'un sursis total ou partiel d'une durée maximale d'un mois.

- le licenciement, sans préavis ni indemnité de licenciement.



## Textes règlementaires

✓ **CODE GÉNÉRAL DE LA FONCTION PUBLIQUE - ARTICLES L532-11 à L532-12**

✓ **DÉCRET N° 88-145 DU 15 FÉVRIER 1988** aux agents contractuels de la Fonction Publique Territoriale et, notamment, les articles 36A et suivants.